

Redynamisation de la plateforme transfrontalière pour la prise en charge du VIH

Gambie • Guinée-Bissau • Sénégal



10

**LES FOOTBALLEURS
DU PSG SUR LE TERRAIN
CARITATIF**

26

Ousmane Badjie
TROIS QUESTIONS À





Dr Safiatou THIAM

Secrétaire Exécutive du CNLS

Les enfants vivant avec le VIH occupent le devant de la scène dans la riposte contre le Sida en ce deuxième semestre de l'année 2022. La campagne « prenons un enfant par la main » ou « takhawou khaléyi » leur est essentiellement consacrée et pour cause.

Cette catégorie, en dépit des résultats excellents obtenus en matière de riposte contre le VIH, reste encore sur le bord du chemin. En effet, sur « 4000 enfants vivant avec le VIH au Sénégal, 1661 ont été testés et placés sous traitement, soit 04 sur 10 », Les conditions socio-économiques des parents en sont les raisons principales. Une situation qui s'exprime à travers l'irrégularité dans les rendez-vous et aussi l'alimentation peu correcte des enfants vivant avec le VIH, si ce ne sont des difficultés pour leur transport vers les structures de prise en charge. Une solution reste donc de mobiliser et d'impliquer le secteur privé et les bonnes volontés pour financer et soutenir ces enfants en s'appuyant sur la communication et la mobilisation de fonds.

Il est connu que la riposte contre le VIH au Sénégal et ses résultats encourageants ont pour soubassement une recherche, constante, permanente et soutenue à travers des ressources humaines de qualité. C'est ainsi que les Journées Scientifiques Sida au Sénégal effectuent leur grand retour après une interruption due à la pandémie de Covid 19 qui a frappé l'humanité entière ces deux dernières années.

La 3e édition est prévue au mois de Novembre prochain avec comme thème : « Le Sida en contexte de covid 19 et maladies émergentes : quelles stratégies pour réduire les inégalités ? ». Deux parrains ont été choisis pour ces journées, par leur parcours exemplaire et leur engagement sans cesse confirmé : le professeur Coumba Touré Kane Recteur de l'Université du Sine Saloum et Le Professeur Moussa Seydi est, quant à lui, chef du service des maladies infectieuses de l'hôpital Fann héros sénégalais de la riposte contre la Covid 19.

Des JSSS3 qui se situent dans la lignée de la grande réussite sénégalaise à la conférence AFRAVIH au Sommet Afraviih tenue en Avril dernier à Marseille. Au cours de cette rencontre qui réunit la crème de la recherche francophone en matière de lutte contre le VIH, la délégation sénégalaise s'est illustrée. En effet notre pays a été classé second en référence au nombre d'abstracts acceptés (80) après la France (87). Et le premier pays africain devant le Cameroun (46) en termes d'abstracts acceptés.

Une riposte contre le Sida, dynamique et adaptée et dont les responsables sont conscients qu'une atteinte des objectifs passe par une intégration sous régionale. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la redynamisation de la plateforme de lutte contre le sida avec l'implication de pays limitrophes comme la Gambie et la Guinée Bissau. Une rencontre de deux jours au Cap skirring, avec les autorités administratives et scientifiques a ainsi posé les jalons d'une nouvelle orientation d'une mutualisation des efforts,

Dans le but de s'adapter à l'air du temps, et faciliter les échanges, une plateforme multimédia a été mise en place. Il est prévu en outre d'identifier les activités transfrontalières dont le financement est déjà acquis comme le projet FEV de ENDA, une collaboration avec Expertise France ou FHI 360 voire la CEDEAO. Un nouveau plan d'action est aussi envisagé. Il sera le produit de réflexions sur les différentes activités communes identifiées et retenues. Ce plan d'action devra par la suite être présenté aux différents bailleurs qui pourront le valider et choisir les activités dans lesquelles elles veulent s'impliquer. La 7e reconstitution des ressources du Fonds Mondial est aussi un enjeu majeur en ce second semestre 2022: Cinq présidents africains, dont le nôtre, ont ainsi décidé de porter la campagne. Le président Macky Sall, à l'instar de ses pairs africains, exhorte le monde entier « à faire, comme eux, preuve d'audace pour atteindre un objectif ambitieux :

mettre fin au VIH, à la tuberculose et au paludisme d'ici 2030 et renforcer les systèmes nationaux de santé en vue des futures ripostes aux pandémies. » La Société Civile sénégalaise, à travers le comité de suivi des financements des trois maladies ne compte pas être en reste en ce qui concerne la septième reconstitution des ressources du Fonds Mondial. En dehors du plaidoyer en faveur d'un accroissement des financements locaux, un appel est lancé à divers acteurs pour travailler à assurer la pérennité de leurs organisations.

Ours



22 Dossier
Riposte
transfrontal-
ière



07 Campagne
Takhawou Khaléyi

12

Afravivh senegal
mag

28

Echo des acteurs

06

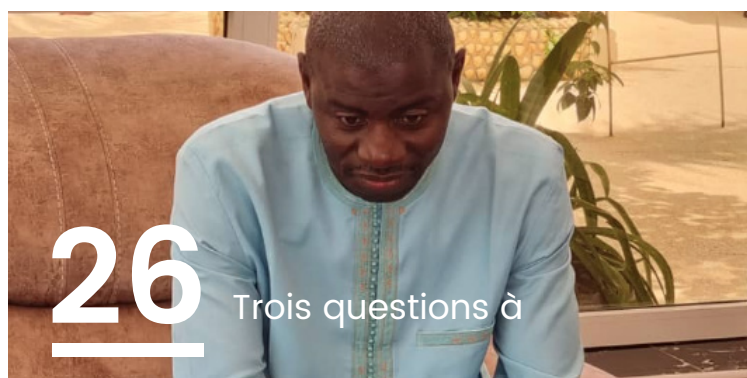
Onufemme et cnls

20 7e reconstitution des
ressources du Fonds Mondial



16

Journées Scientifiques Sida
au Sénégal 3e édition



26

Trois questions à

Sommaire

▶ **PRÉVENTION ET PRISE EN CHARGE DES FEMMES ET FILLES VIVANT AVEC LE VIH :**

Le CNLS et Onufemmes pour un leadership accru et une autonomie économique des femmes vivant avec le VIH

▶ **« TAKHAWOU KHALÉYI » :**

La campagne du CNLS pour une prise en charge complète des enfants vivant avec le VIH

▶ **AFRAVIH 2022 :**

Le Sénégal se fait remarquer

▶ **JSSS 3 :**

Le Sida en contexte de Covid 19 et maladies émergentes :
Quelles stratégies pour réduire les inégalités ?

▶ **7E RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FONDS MONDIAL**

- Cinq chefs d'état africain s'impliquent
- la société civile mène le plaidoyer

▶ **DOSSIER :**

Redynamisation de la plateforme transfrontalière pour la prise en charge du VIH (Gambie ; Guinée-Bissau ; Sénégal)

▶ **TROIS QUESTIONS A :**

Usman Badjie NAS (Gambie)

▶ **ECHOS DES ACTEURS**

- ENDA forme les journalistes sur les questions des droits humains dans la riposte au VIH
- ABOYA déroule le tapis rouge à l'artiste Shula Ndiaye



Prévention et prise en charge des femmes et filles vivant avec le VIH : Le CNLS et ONUFEMMES sensibilisent et forment sur le concept genre.

Le **CNLS** et **ONU-FEMMES** déroulent un projet destiné à appuyer la mise en œuvre des activités de prévention du VIH et de prise en charge des femmes et filles vivant avec le VIH.

Au Sénégal, un examen de la situation du VIH permet de remarquer une nette prédominance de la pandémie au niveau des femmes. Les chiffres sont assez illustratifs. La prévalence du VIH chez les personnes âgées de 15 à 49 ans, montre que 21.180 femmes sont touchées contre 14.320 hommes.

Des inégalités qui se traduisent ainsi par des difficultés d'accès aux soins, par la discrimination ou à travers des obstacles juridiques.

Une initiative qui devrait ainsi permettre de contribuer à l'intégration du genre dans les stratégies et mécanismes de la riposte. Les structures impliquées dans la mise en œuvre du projet comptent de ce fait, toute une série d'actions : de l'organisation de sessions de formation sur le genre à un appui pour le renforcement de capacités des prestataires dans la prise en charge des femmes et filles vivant avec le VIH.

En trois mois les résultats sont assez probants.

Le premier objectif a été de travailler à l'intégration du concept genre dans les mécanismes de coordination et de suivi de la stratégie de lutte contre

le VIH. Une formation tenue a permis d'harmoniser les connaissances sur la notion de genre dans son concept, ses différences et ses différentes approches. Des séances ont aussi permis par le biais de causeries, d'assurer une meilleure communication de proximité, en vue de renforcer l'accès des femmes et filles vulnérables à l'information utile en matière de prévention et de protection contre le VIH. Le même procédé a permis d'outiller les cibles du projet en activités génératrices de revenus notamment, transformation céréalière, javellisation et saponification.



Takhawou Khaléyi : La campagne qui met l'enfant vivant avec le VIH au centre de la riposte

Le Conseil national de lutte contre le Sida a lancé le 20 JUIN 2022 la campagne takhawou khaléyi. Une initiative destinée à collecter des fonds pour assurer la prise en charge des enfants vivant avec le VIH.

Cette catégorie, en dépit des résultats excellents obtenus en matière de riposte contre le VIH, reste quelque peu oubliée.

En effet, sur « 4000 enfants vivant avec le VIH au Sénégal, 1661 ont été testés et placés sous traitement, soit 04 sur 10 », Comme le rappelle la Secrétaire Exécutive du CNLS.

DR SAFIATOU THIAM AJOUTE, POUR SOULIGNER LA PERTINENCE DE CETTE INITIATIVE,

que les conditions socio-économiques des parents sont à l'origine quelques fois de cette situation. Cette situation a une incidence sur le respect des rendez-vous et aussi l'alimentation correcte des enfants vivant avec le VIH si ce n'est leur transport vers les structures de prise en charge.

Une solution reste donc de mobiliser et impliquer le secteur privé et les bonnes volontés pour financer et soutenir la lutte contre le Sida en s'appuyant sur la communication et la mobilisation de fonds.

Cette position est celle de l'état, qui, à travers le Directeur Général de la Santé, Barnabé Gningue qui prévient contre les « résistances qui risquent de plomber la riposte ».





Ce qui démontre de son avis, l'urgence de s'attaquer aux déterminants d'ordre socioéconomiques.

La prise en charge : « importante mais incomplète »

La gratuité est de mise en ce qui concerne bien des aspects de la prise en charge de l'enfant vivant avec le VIH. Des consultations à la charge virale en passant par l'administration des ARV.

Toutefois des insuffisances sont notées en ce qui concerne surtout un « répondant fiable » comme l'assure Nd.A.Diop de l'association ABOYA. IL s'agit très souvent d'enfants orphelins totalement ou à moitié. Au décès de leurs parents biologiques, ceux-ci sont confiés à la famille élargie précise-t-elle. Or, la situation de pauvreté, voire de précarité, est fréquente au niveau de cette couche de la population.

Assurer le transport vers les structures de santé en cas de rendez-vous pose même des difficultés quelques fois et constitue un véritable casse-tête.

“

Et dans certains cas, le choix est vite fait d'investir le peu de revenus dans la dépense quotidienne

poursuit-elle. A cela s'ajoutent des cas fréquents de stigmatisation au sein de nombreuses familles d'accueil avec des conséquences importantes au niveau de l'essor psycho-social de l'enfant atteint.

La conjugaison de tous ces facteurs a une incidence certaine sur la santé de l'enfant comme l'affirme Dr Cherif Salif Sy médecin de prise en charge de la région de Kolda.

Sur cet aspect justement, Seydina B., qui préside une association de jeunes pvvih, souligne les risques de déperdition scolaire. Beaucoup de ces enfants abandonnent leurs études ou enregistrent d'importants retards. S'y ajoutent les difficultés à assumer leur statut surtout au moment de la problématique entrée dans l'âge d'adolescence. Une situation vécue avec beaucoup de troubles même chez l'enfant bien portant.

Une zone parmi les plus pauvres du Sénégal avec la cohorte la plus importante en dehors de Dakar. Une quarantaine d'enfants y sont suivis sur 1400 patients pris en charge. Le spécialiste insiste ainsi sur les conséquences des rendez-vous ratés et surtout la mauvaise alimentation chez des enfants en croissance. On note ainsi de fréquentes interruptions de traitement si ce ne sont des cas de « perdus de vue ». Une situation, de l'avis de Dr Sy qui entraîne la survenue d'infections opportunistes. Or, ajoute-t-il, si les ARV sont des médicaments gratuits, il n'en est pas de même des remèdes destinés à soigner ces infections. D'où les nombreux échecs thérapeutiques constatés très souvent, voire des cas de résistance.

La campagne salubre du CNLS

Le constat est que sur le terrain, il n'existait toujours pas un programme adéquat destiné à appuyer ces enfants. Ainsi de l'avis de Seydina B. une campagne de cette nature lancée par le CNLS est comme une bouffée d'oxygène dans la prise en charge de cette catégorie de patients atteints du VIH et qui, de son avis, a droit aussi au « bonheur, à l'épanouissement psychosocial, à la vie tout simplement ».

Il faudra songer dans le futur selon ND.A.Diop, à mettre l'accent sur la prise en charge des enfants vivant avec le VIH dans les requêtes de financement présentées aux bailleurs impliqués dans la riposte contre le VIH.



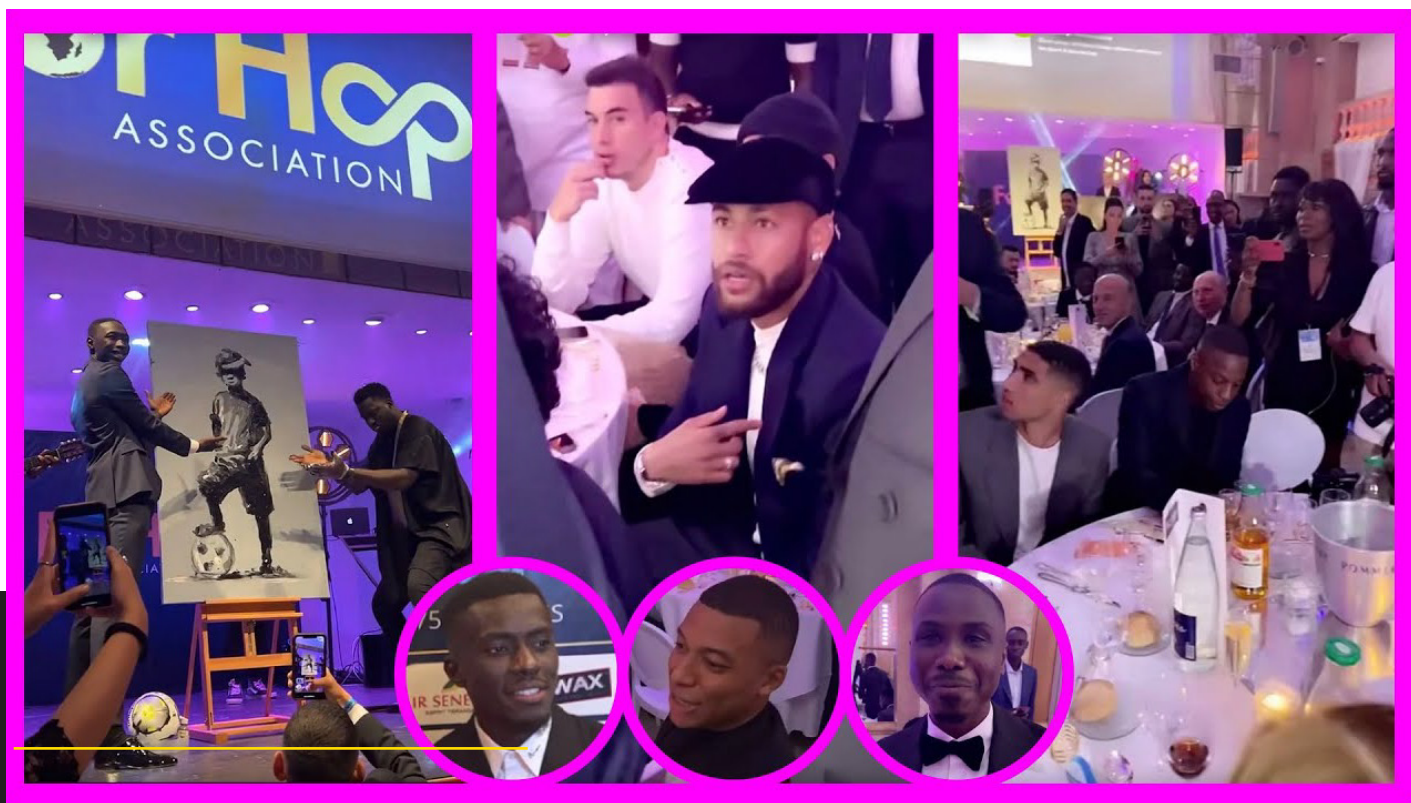
ENFANTS VIVANT AVEC LE

LES FOOTBALLEURS DU PSG SUR LE TERRAIN CARITATIF

De grandes stars du PSG et de nombreux artistes et invités ont participé à une soirée de gala, jeudi 12 Mai 2022.



VIH OU ATTEINTS DE CANCER



Une initiative de l'Association For Hope, cofondée par le footballeur Idrissa Gana Guéye.

L'événement était destiné à récolter des fonds en vue de la prise en charge d'enfants vivant avec le VIH ou atteints de cancer au Sénégal. Le Conseil National de Lutte contre le Sida était représenté à cette soirée par sa Secrétaire Exécutive Dr Safiatou Thiam.

Une vente aux enchères regroupant de nombreux lots a permis aux organisateurs de récolter autour d'un million d'euros, (650 millions cfa): des maillots dédicacés de Lionel Messi, Marco Verratti,

Kélor Navas ou encore Karim Benzema ainsi que d'autres objets symboliques, tels que des crampons portés par Sadio Mané ou la paire de lunettes du chanteur Gims. Idrissa Gana Guéye, milieu du Paris Saint-Germain a fondé, en juin 2021,

l'association « For Hope » (pour l'espoir). Elle intervient en France et au Sénégal dans les domaines de l'alimentation, l'éducation, la santé, le développement durable et l'environnement.





AFRAVIH 2022 : « Faire de la santé sexuelle un droit universel distinct de la santé reproductive »

L'AFRAVIH, LA PLUS GRANDE CONFÉRENCE INTERNATIONALE FRANCOPHONE SUR LE VIH, LES HÉPATITES, LA SANTÉ SEXUELLE ET LES INFECTIONS ÉMERGENTES, A TENU SA 11^E ÉDITION EN FORMAT PRÉSENTIEL DANS LA VILLE DE MARSEILLE DU 6 AU 9 AVRIL 2022. CARREFOUR ESSENTIEL POUR LE MONDE FRANCOPHONE DU NORD ET DU SUD, L'ÉVÉNEMENT A RÉUNI DE NOMBREUX-SES CHERCHEURS-SES ET ACTIVISTES. AU TOTAL, 450 RÉSUMÉS ISSUS DE 38 PAYS ONT ÉTÉ PRÉSENTÉS.

À l'occasion de la 11^e conférence internationale francophone Afravih 2022, les organisateurs de cet événement se sont associés pour lancer un Appel aux politiques et à la communauté internationale.

Il a pour objectif que soient mobilisés « tous les moyens nécessaires pour faire de la santé sexuelle un droit universel distinct de la santé reproductive ».

Pour les initiateurs de cet appel, le texte vise à affirmer que « le déploiement d'une offre de santé sexuelle doit être appuyé politiquement

et soutenu financièrement car elle est le pilier d'un meilleur accès aux soins pour toutes et tous, en particulier à travers le système de santé communautaire.

Cet appel invite ainsi la communauté internationale à reconnaître l'importance de la santé sexuelle en mettant en place les moyens nécessaires pour que chacun bénéficie du droit à un bien-être physique. Cela passe par une promotion des actions qui visent des changements structurels. Et enfin il s'agit d'augmenter l'offre en santé sexuelle dédiée aux populations clé de l'épidémie à VIH.



Marseille
6 - 9 avril 2022

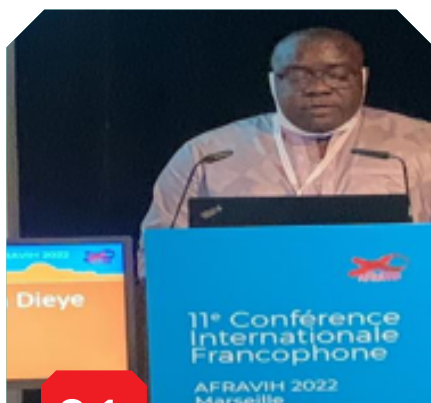
AFRAVIH 2022 en quelques chiffres

INDICATEURS	NOMBRE
NOMBRE TOTAL DE PARTICIPANTS	1 200
NOMBRE TOTAL DE RESUMES SOUMIS	714
NOMBRE TOTAL DE RESUMES ACCEPTES	450
NOMBRE TOTAL DE RESUMES SELECTIONNES POUR PRESENTATION ORALE	96
NOMBRE TOTAL DE RESUMES SELECTIONNES COMME POSTER	354
NOMBRE TOTAL DE PAYS AVEC RESUMES ACCEPTES	46

Le Sénégal a été classé second en référence au nombre d'abstracts acceptés (80) après la France (87). Et le premier pays africain devant le Cameroun (46) en termes d'abstracts acceptés.



RÉSUMÉS CNLS AFRAVIH 2022- MARSEILLE



01

**CHEIKH BAMBA
DIEYE GUEYE 1**

Adaptation des offres de services VIH en situation de Covid 19 au Sénégal

Après plus d'un an de riposte, sous la coordination du CTA, le CNLS, a conduit cette recherche pour identifier et documenter les stratégies d'adaptation mises en œuvre, les bonnes dans l'optique de les capitaliser. Durant l'épidémie de Covid 19, les acteurs de la lutte contre le sida ont opté pour une flexibilité qui leur a permis de disposer de ressources et de développer des approches innovantes de résilience pour maintenir l'offre de service adaptés aux réalités vécues par les PVVIH et les populations clés.



03

**DJIBRIL
NIANG 1**

Amélioration de la rétention et stabilité de la survie au long court après 10 ans de traitement antirétroviral des personnes vivant avec le VIH suivies au Sénégal

L'analyse de l'évolution de la rétention des personnes vivant avec le VIH (PVVIH) sous traitement antirétroviral (TAR) permet de mesurer la performance du dispositif national de prise en charge. Les résultats d'une enquête nationale de rétention des PVVIH à 12, 24, 36, 48, 60, 120 et 180 mois de TAR ont été analysés pour comparer les rétentions des PVVIH à court et long terme.

Cette étude montre la fragilité du dispositif pour la rétention à long terme des PVVIH, l'importance d'adapter le dispositif de suivi au long cours et de mettre en place des mesures différenciées pour accompagner la prise en charge des PVVIH susceptibles d'être affectées par des pathologies chroniques en intégrant leurs besoins biomédicaux et sociaux qui évoluent avec le temps.

Concertations régionales avec les religieux musulmans et chrétiens sur le stigma et la discrimination des populations clés

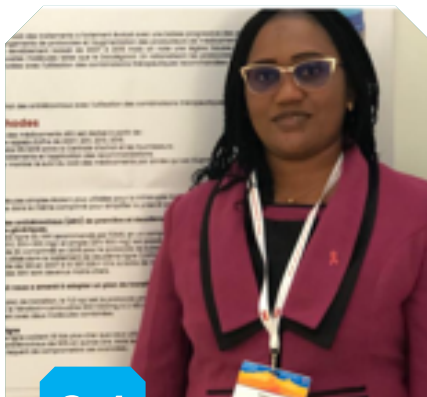
Des concertations régionales avec les leaders religieux ont été organisées avec pour objectif d'offrir un espace de dialogue constructif avec les leaders religieux au Plan stratégique de lutte contre le sida, au processus de réduction de la stigmatisation et de la discrimination dans la lutte contre le sida.

La stigmatisation est un obstacle majeur aux interventions destinées aux populations clés. L'objectif de zéro discrimination est une garantie majeure de la réussite des interventions auprès des populations clés. Au Sénégal, l'identification du fondement religieux de la stigmatisation permet de combattre celle-ci en impliquant les leaders religieux.



02

**ABDOULAYE
SAGNA 1**



04

**NDIEUNDÉ
NDIAYE 1**

L'évolution du coût des médicaments ARV

L'objectif est de montrer l'économie faite sur l'achat des antirétroviraux avec l'utilisation des combinaisons thérapeutiques à dose fixe. En effet, force est de constater que le prix des antirétroviraux (ARV) de première et deuxième ligne est en baisse grâce à une concurrence accrue entre producteurs de médicaments génériques.

Une baisse considérable du prix des ARV est notée sur les protocoles thérapeutiques adoptés par le pays selon les recommandations de l'OMS. Avec la pandémie de COVID-19, des orientations de l'OMS incitent les pays à limiter les perturbations de l'accès au traitement contre l'infection à VIH en délivrant des traitements pour plusieurs mois, suivant une politique selon laquelle les médicaments sont prescrits pour de plus longues périodes, allant jusqu'à six mois. Conflits d'intérêts Aucune Mots clés ARV COÛTS VIH.

Evaluation de la qualité des données de routine du programme VIH/Sida en 2021 au Sénégal

Dans le cadre du contrôle de la qualité de données de routine en tant qu'élément de surveillance continue, une mission nationale des programmes VIH et TB a permis d'évaluer la capacité des systèmes de gestion à collecter et rapporter des données de qualité.

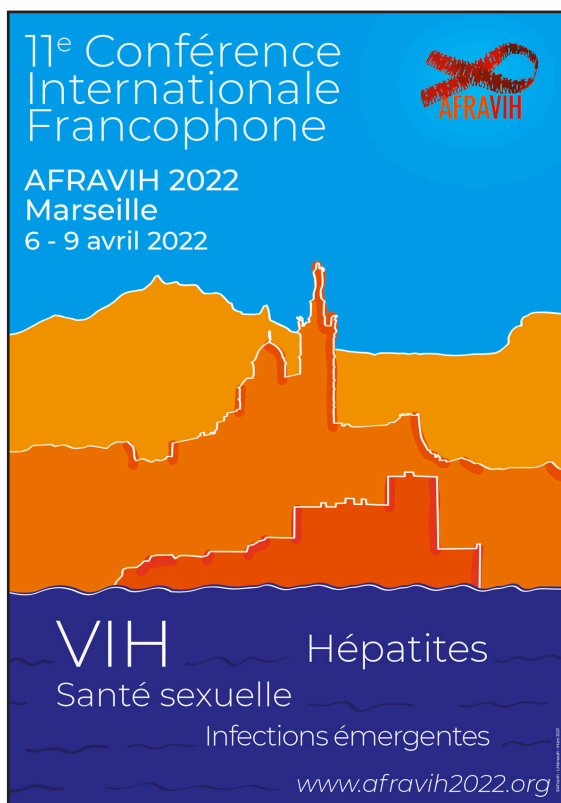
Cette évaluation a permis de confirmer un bon fonctionnement du système global de gestion des données et que les données rapportées ont une bonne disponibilité et complétude.

Cependant, des mesures doivent être envisagées pour améliorer l'exactitude et mettre à disposition dans tous les sites des directives écrites sur la gestion des données.



05

**ABDOUL MAZID
DIONE 1**



3^{ème} Journées Scientifiques Sida du Sénégal

Le sida en contexte de COVID 19
et maladies émergentes :
Quelles stratégies pour réduire les inégalités ?

**DU 2 AU 4
NOV 2022**

Centre International de Conférences
Abdou Diouf (CICAD)



SOUS THEMES

1. COVID 19/ VIH/ TB / impacts des interventions intégrées / Renforcer la résilience des programmes
2. De la PTME à la prise en charge des enfants : Continuum des soins, délégation des tâches, approches communautaires
3. Prise en charge des enfants vivant avec le VIH : Jeunes, adolescents et VIH / Grandir et VIH
4. Traitements du VIH
5. VIH/Hépatite/Tuberculose/Cancers/HPV
6. Apports du laboratoire dans les programmes VIH/HEPATITES/TB/ COVID19
7. Intervention dans des contextes difficiles-Environnement
8. Innovation dans la prévention et la prise en charge du VIH
9. Partenariats et financement innovants
10. Recherche/Éthique/Politiques
11. Droits Humains et VIH / Inégalités Sociales et Genre, VBG / Prestation de Soins Différenciés
12. Engagement, Suivi et recherche communautaire
13. Santé sexuelle et reproductive
14. Stratégies transfrontalières (table ronde)
15. Collaboration chercheurs - acteurs associatifs (table ronde)
16. Mobilisation communautaire et épidémies
17. Vieillesse et maladies chroniques
18. Handicap/ Inclusion et VIH
19. Drogues et addictions
20. Santé mentale
21. Usages et mésusages des TIC dans la lutte contre le VIH
22. Couverture sanitaire, mutuelles et VIH

Rappel



RAPPEL



Opportunité d'échanges, de valorisation des expertises et de renforcement de capacité

Partenaires, acteurs sanitaires et communautaires de niveau international, national et décentralisé

Conférence IAS et journées ANRS, Symposium Atlas/SOLTHIS, Symposium BYOSYNEX, Forum des jeunes avec UNICEF

Deux Parrains pour les 3ème JSSS



**Pr Ndèye Coumba
Touré KANE**



**Pr Moussa
SEYDI**

Comité Scientifique :

Co Présidents Comité Scientifique :

1. Pr Cheikh Tidiane NDOUR – **DLSI**
2. Pr Halimatou Diop NDIAYE – **LBV**
3. Dr Khoudia SOW – **CRCF**



Commissions Comité Scientifique

1. SCIENCES BIOLOGIQUES / LABORATOIRE
Co-présidents Commission : Pr Halimatou DIOP (LBV)
2. PRISE EN CHARGE MÉDICALE, CLINIQUE DU VIH, DE LA TB, DE LA COVID19, HÉPATITE ET AUTRES COMORBIDITÉS (ADULTES) : Recherche Clinique, traitement et soins, VIH, TB, Hépatites, Innovations thérapeutiques, Suivi Clinique
Co-présidents Commission : Dr Ndèye Fatou NGOM (CTA)
3. PRISE EN CHARGE MÉDICALE, CLINIQUE (ENFANTS, ADOLESCENTS)
Co-présidents Commission : Dr Ndèye Fatou NGOM (CTA) / DLSI
4. SANTÉ PUBLIQUE : Epidémiologie, Prévention et recherche, Politique et Economie de la santé, Système de Santé
Co-présidents Commission: Dr Bamba DIEYE (CNLS) / ISED
5. SCIENCES SOCIALES/ POLITIQUES/ DROITS HUMAINS
Co-présidents Commission : Dr Khoudia SOW / Bernard TAVERNE
6. SANTE COMMUNAUTAIRE
Co-présidents Commission : Daouda DIOUF / Innocent LAISON
7. COVID-19/ Maladies Emergentes & ré-émergentes
Co-présidents Commission : Pr Louise FORTES (Dalal Jam)

7e reconstitution des ressources du Fonds Mondial : Cinq présidents africains portent la campagne

Les Présidents de la RDC, du Kenya, du Rwanda, du Sénégal et de l'Afrique du Sud se joignent à d'autres dirigeants mondiaux ainsi qu'à des représentants des communautés, des organisations de la société civile et des partenaires du secteur privé pour lancer la campagne de la septième reconstitution des ressources du Fonds mondial.

Un investissement de **18 milliards de dollars US** permettrait de sauver **20 millions de vies**, d'abaisser la mortalité du VIH, de la tuberculose et du paludisme de **65 %** et de renforcer les systèmes de santé pour mieux se préparer aux pandémies.

Ces chefs d'État exhortent le monde entier « à faire, comme eux, preuve d'audace pour atteindre un objectif ambitieux : mettre fin au VIH, à la tuberculose et au paludisme d'ici 2030 et renforcer les systèmes nationaux de santé en vue des futures ripostes aux pandémies. »

« Face aux répercussions catastrophiques du COVID-19 sur la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, il n'y a pas d'équivoque : soit nous augmentons le financement, soit nous abandonnons tout espoir de mettre fin à ces épidémies d'ici 2030, a déclaré Peter Sands, Directeur Exécutif du Fonds mondial. »



“Notre partenariat de 20 ans avec le Fonds mondial a largement contribué à faire reculer les grandes pandémies. J'appelle tous les partenaires, pays et institutions à soutenir la septième reconstitution des ressources du Fonds mondial. Travaillons ensemble pour vaincre le SIDA, la tuberculose et le paludisme.”

S.E. Macky Sall



Le Fonds Mondial qui par ailleurs, peut compter sur le soutien sans faille du président Macky Sall. Il a, appelé tous ses partenaires à « **travailler ensemble pour vaincre le Sida, la Tuberculose et le paludisme** ».

Le Président des États-Unis, Joe Biden, accueillera la septième Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial plus tard dans l'année 2022.

Les acteurs de la Société Civile mènent le plaidoyer

La Société Civile sénégalaise ne compte pas être en reste en ce qui concerne la septième reconstitution des ressources du Fonds Mondial. Suite au ciblage du Sénégal par le Fonds Mondial pour faire partie des pays qui vont porter le plaidoyer en vue de mobiliser des ressources, le Comité de suivi chargé de coordonner la mise en œuvre de ce plan d'action au nom de la société civile s'est ainsi réunie.

Une occasion de partager les informations liées à la campagne, mais aussi de discuter et partager l'impact de 20 années d'investissement dans la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme mais aussi sur les questions de droits humains. En outre, en dehors du plaidoyer en faveur d'un accroissement des financements locaux, un appel est lancé à divers acteurs de la Société

Civile pour travailler à assurer la pérennité de leurs organisations.

Les organisations de la Société Civile, de concert avec leurs homologues du Rwanda, du Kenya, du Congo et d'Afrique du Sud entendent ainsi dérouler dans leurs pays respectifs, une série d'activités préparatoires.

L'idée est de faire le bilan de 20 ans d'actions du Fonds Mondial, de planifier et soutenir les activités nationales dans les 05 pays hôtes et de mettre au point une stratégie de campagne.

Défis et réussite dans la perspective de la 7e reconstitution des ressources

Le Directeur Exécutif du Fonds Mondial a salué l'apport des États-Unis pour le moment estimé à 06 milliards de dollars pour la prochaine période de trois ans. Toutefois a précisé Peter Sands devant le Conseil d'administration pour que cet engagement se concrétise, **il faudra que d'autres donateurs s'engagent à verser 12 milliards de dollars supplémentaires.** Il a aussi fait remarquer que sans un engagement de 18 milliards de dollars, la lutte contre les trois maladies ne pourra être relancée et les cibles des ODD, à l'horizon 2030, ne seront pas atteintes. **Si le Fonds Mondial n'est pas à la hauteur, il deviendra beaucoup plus difficile de mettre en œuvre la nouvelle stratégie et des arbitrages seront nécessaires.**

Source : Observatoire du Fonds Mondial



Redynamisation de la, plateforme transfrontalière pour la prise en charge du VIH (Gambie ; Guinée-Bissau ; Sénégal)



DR CHERIF SALIF SY
Sénégal



USMAN BADJIE
Gambie



DR SAFIATOU THIAM
Sénégal



FATIMATA DIALLO
Guinée-Bissau

01

DR CHERIF SALIF SY : PROBLÉMATIQUE DE LA RIPOSTE TRANSFRONTALIÈRE : « C'EST UNE RÉALITÉ QUE NOUS VIVONS TOUS LES JOURS »**DR CHERIF SALIF SY**

coordonnateur de la prise en charge
dans la région de Kolda

La région de Kolda est l'une des 14 régions administratives du Sénégal. Elle est située en Haute-Casamance, dans le sud du pays.

Elle est bordée au nord par la Gambie, au sud par la Guinée-Bissau et la Guinée, à l'Ouest par la région de Sédhiou et à l'Est par la région de Tambacounda.

Cette région du Sénégal, qui a une frontière avec trois pays limitrophes, illustre parfaitement la problématique de la riposte transfrontalière. Elle compte une file active qui tourne autour de 1400 patients régulièrement suivis selon Dr Cherif Salif Sy.

En poste depuis 2008, il est le coordonnateur régional de la prise en charge du VIH. En marge de l'atelier sur la prise en charge transfrontalière il nous livre ses impressions.

En tant médecin coordonnateur régional de la prise en charge sentez-vous la nécessité d'une

rencontre de cette nature ?

Absolument. C'est une réalité que nous vivons tous les jours, d'autant plus que nous sommes dans une zone transfrontalière et nous avons des frontières avec trois pays. La Gambie et la Guinée-Bissau sont présentes à cette rencontre. Mais nous n'avons pas la Guinée-Conakry. A mon avis, il faudra qu'on songe à intégrer ce pays d'autant plus qu'à Kolda nous avons l'habitude de recevoir des patients en provenance de ce pays, Malheureusement, ce sont des patients qui disparaissent dès qu'ils sentent un léger mieux. Nous les considérons au niveau site comme des perdus de vue alors que souvent ce sont des patients qui retournent dans leur pays et qui entament un nouveau suivi. Cela plombe hélas nos indicateurs dans la région de Kolda. Pour dire qu'une telle activité est une nécessité pour gérer cette question transfrontalière.

Il est vrai qu'au niveau local, nous avons déjà entamé des initiatives, surtout avec la Guinée-Bissau car la plupart des patients viennent de ce pays. Mais il s'agit d'initiatives qui ne sont pas accompagnées et qui, à la longue, ne réussissent pas.

Quelle est, avec votre expérience de la situation, la proposition que vous pourriez faire ?

Je crois qu'il y a beaucoup de choses que nous pourrions faire. Déjà dans le cadre de

la cartographie des points d'intervention mais également des prestataires qui prennent en charge. Imaginez que nous mettions en place une plateforme électronique (pour coller à l'air du temps et éviter les soucis des versions papier).

Cela faciliterait aussi le partage entre prestataires des différents pays, d'informations sur les patients qui viennent et qui se retrouvent de l'autre côté. Je donne l'exemple d'un patient qui vient et qui devient, à un moment, perdu de vue. Un collègue de la Gambie ou de la Guinée pourrait me rassurer et me tenir au courant de la situation de cette personne qui a repris son traitement ailleurs dans un de ces pays. Ce qui pourrait me permettre de mettre à jour mes informations.

Je pense aussi à des activités communes transfrontalières comme des supervisions conjointes par exemple. Cela nous permettrait d'avoir une idée de ce qui se pratique ailleurs. Très souvent nous n'avons pas le même niveau.

On a pu le constater avec ENDA par exemple quand nous avons été à Bissau. On a noté que des infrastructures existent au Sénégal et qui ne se trouvent pas de l'autre côté. Nous pouvons donc faire bénéficier de notre appui et de notre accompagnement pour une meilleure prise en charge des personnes vivant avec le VIH dans cette zone transfrontalière.

La Gambie reste un petit état à l'intérieur du Sénégal. Une situation qui en fait un pays de transit avec un flux de véhicules qui a triplé depuis l'ouverture du pont sur la transgambienne emprunté par des centaines de véhicules se rendant en Casamance

Usman Badji, représentant de la NAS (équivalent du CNLS) attire l'attention sur l'incidence sur les déplacements des populations, plus importants parce que plus faciles. Une situation qui a pour conséquence de favoriser la circulation du virus dans un pays aux ressources limitées. Le seul appui dont bénéficient les acteurs de la lutte contre le VIH, se limite à l'appui du Fonds Mondial. De ce fait, le financement est largement tributaire de l'extérieur.

A la forte mobilité entre ces trois pays, s'ajoute une non-disponibilité de données réelles fiables sur la prévalence du VIH, rendant difficile la mise en œuvre de plans d'actions adéquats. Une situation qui influe largement sur le financement car la mise à disposition de ces données est une condition pour requérir des financements auprès des partenaires techniques et financiers.

Une autre difficulté est liée aux droits humains. Bien qu'une nouvelle constitution existe et qui prend en compte certaines préoccupations, sa ratification n'est pas encore effective.

Les conséquences sont immédiates sur la riposte car les populations dites clés vivent cachées et hésitent aussi à se faire prendre en charge de façon régulière dans les structures de santé dédiées.

Des efforts sont cependant mis en branle du côté des organisations de la société civile qui préconisent la mise en place de cliniques mobiles et surtout la création de sites de prise en charge des populations clés prenant en compte les préoccupations de ces dernières afin de réduire la stigmatisation



02

GAMBIE : RESSOURCES LIMITÉES ET DROITS HUMAINS IGNORÉS

USMAN BADJIE
NAS Gambie

SENEGAL : LA DÉMÉDICALISATION : UNE EXPÉRIENCE PROBANTE

DR SAFIATOU THIAM
SE du Cnls



03

Des similitudes socio culturelles entre le Sénégal et la Gambie se retrouvent aussi au niveau de la riposte contre le VIH à un degré variant toutefois selon le pays.

Ainsi au Sénégal, la démedicalisation de certains aspects liés à la riposte a produit des effets encourageants, notamment l'implication de médiateurs en ce qui concerne le dépistage à titre d'exemple. Néanmoins la question des droits humains reste une problématique en particulier sur la question des transgenres et de façon plus globale sur les violences basées sur le genre en plus d'une mauvaise présentation de ce concept, quelque peu galvaudé.

Par ailleurs, l'apparition des nouvelles technologies de l'information a eu pour conséquence de mettre en exergue de nouvelles formes de prostitution par le biais du net rendant difficile le contrôle sur la santé des professionnelles du sexe.

A cela s'ajoute la question de la lourde pénalisation de l'usage des drogues entraînant une stigmatisation non seulement des consommateurs de drogue mais aussi des ONG qui évoluent dans la sensibilisation et la prise en charge de cette catégorie de populations. Aucune différence n'est faite en effet entre le consommateur et le vendeur au niveau de la répression.

Des stratégies nouvelles existent comme la PREP mais se heurtent quelquefois à la réticence de certains prestataires. L'espoir d'améliorer cette situation est cependant réelle en particulier avec l'existence de plans stratégiques dans les trois pays limitrophes avec le soutien de partenaires.

04



VIH EN GUINÉE BISSAU : L'INSTABILITÉ POLITIQUE, PREMIER DÉFI

MME FATIMATA DIALLO

présidente du SNLS de Guinée-Bissau

La représentante du SNLS de Guinée Bissau, Mme Fatimata Diallo, insiste par ailleurs sur l'instabilité politique dans ce pays avec des conséquences sur la pérennité des programmes mis en place quand un nouveau pouvoir s'installe. Une situation qui a une incidence sur la pérennité des programmes et stratégies mis en place et une conséquence certaine sur les décès pour cause de VIH.

Les données les plus récentes datent de 2010 et illustrent une prévalence de 3,3% dans la population générale, 17,7% au sein des populations clés. A cette hauteur de la riposte dans ce pays l'insuffisance des données est une problématique qui rend difficile un travail conforme en plus d'une instabilité politique. En effet, les changements fréquents de gouvernement, voire de pouvoir présidentiel obligent les acteurs à revoir les politiques de lutte.

Par ailleurs, la stigmatisation est un problème réel. Sous bien des aspects, le VIH reste une maladie mal connue et générant des préjugés infondés parmi une bonne partie de la population. Mais selon Mme Diallo « C'est l'auto stigmatisation qui est notre problème ». Bien des malades évitent en effet, de révéler leur statut en même temps que de fréquenter les structures de santé où elles subissent la stigmatisation, même de la part des techniciens de santé à travers des violences verbales et même physiques certaines fois. Et pourtant une loi dite Numéro 5 existe et qui est destinée à protéger les personnes vivant avec le VIH mais n'est pas en vigueur.

A cette situation, il faut ajouter la méconnaissance par les populations clés de leurs droits. Une situation qui rend nécessaire un plaidoyer. De plus cette loi qui date de 2007, n'autorise pas le dépistage avant 18 ans, rendant presque impossible la prise en charge des jeunes PVVIH dès les premiers symptômes du mal. Une situation d'autant plus préjudiciable à la riposte qu'il n'existe pas un plan spécifique de prévention de la transmission de la mère à l'enfant.

L'augmentation des nouvelles infections en 2021 selon Mme Diallo s'explique aussi et surtout par l'absence de financements domestiques et la non-implication des médias dans les messages de sensibilisation et de prévention.

Devant cette situation néanmoins, des opportunités existent, signale la responsable de la riposte contre le VIH en Guinée Bissau. Le projet RECAP a ainsi permis la formation de 40 prestataires et agents MAPI incluant des populations clés. Par ailleurs ENDA avait déjà mis en œuvre le projet FEVE destiné à la prévention et la prise en charge transfrontalière des PVVIH des trois pays. L'espoir est d'autant permis qu'une clinique mobile est opérationnelle en plus d'une plus grande implication d'organisations de la Société Civile.

Trois questions à :

OUSMANE BADJIE DIRIGE LE NATIONAL AIDS SECRETARY (NAS) QUI PILOTE LA RIPOSTE CONTRE LE VIH EN GAMBIE.

QUESTION

1

MR OUSMANE BADJIE, VOUS DIRIGEZ DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES LA RIPOSTE CONTRE LE VIH EN GAMBIE. QUELLES SONT LES PROBLÉMATIQUES ESSENTIELLES DE L'HEURE DANS VOTRE PAYS ?

Un des défis actuels se pose au niveau de la question transfrontalière. IL s'agit de personnes testées positives en Gambie et qui au bout de quelques mois de traitement disparaissent. Une situation qui rend difficile le suivi.

Le financement de la lutte contre le Sida est aussi une autre problématique. Nous n'avons qu'un seul partenaire qui appuie la riposte au niveau financier et il s'agit du Fonds Mondial.

A cela, il faut ajouter les problèmes causés par la discrimination et la stigmatisation. Comme vous le savez, nous sommes un petit pays et il arrive que des personnes testées positives hésitent à se rendre dans les structures appropriées pour bénéficier d'une prise en charge correcte à cause de la stigmatisation et de la perception négative que beaucoup de personnes ont encore du VIH. Dans un pays de deux millions d'habitants, la crainte pour la personne dépistée positive, est de rencontrer quelqu'un qui la connaît ou qui connaît ses parents. Cette situation rend très difficile la disponibilité de données, essentielles pour la planification

QUESTION

2

QUELS SONT LES ASPECTS SUR LESQUELS, DE VOTRE AVIS, LA PLATEFORME MISE EN PLACE PAR LES PAYS LIMITOPHES DE LA GAMBIE PEUT APPORTER DES SOLUTIONS ?

L'idéal serait de se mettre d'accord pour dérouler des activités transfrontalières. Des prestataires des trois pays pourraient être en contact permanent, de façon à permettre à un patient d'un des trois pays qui voyage, de bénéficier d'une assistance partout où elle se trouve.

Vous aurez remarqué que nous sommes un pays de fort transit du fait de la position de notre pays à l'intérieur du Sénégal. IL faut traverser la Gambie pour aller en Casamance et dans l'autre sens aussi pour rejoindre d'autres zones du Sénégal.

De plus, la fonctionnalité du nouveau pont rend encore plus accrue. C'est dire que les attentes sont nombreuses par rapport à cette plateforme.

QUESTION

3

UN ASPECT QUI RETIENT L'ATTENTION EST LA PROBLÉMATIQUE DES POPULATIONS-CLÉS .QUEL RÔLE POURRAIT JOUER LA PLATEFORME QUE VOUS AVEZ MISE EN PLACE, POUR FACILITER LA PRISE EN CHARGE DE CETTE CATÉGORIE DE POPULATIONS ?

A ce propos et en tant que gambiens, nos attentes sont grandes par rapport à cet aspect. Cette catégorie se caractérise par sa mobilité. Beaucoup arrivent en Gambie, puis se rendent à Dakar d'autres à Bissau ou ailleurs. Par ailleurs, cela fait apparaître l'absence réelle d'une politique réelle en matière de préservation de certains droits. Un travail sur l'environnement juridique est donc nécessaire. Alors, nous attendons beaucoup d'aide à ce propos. Par ailleurs, une plateforme fonctionnelle pourrait faciliter la prise en charge dans n'importe lequel des trois pays tout en préservant la discrétion qu'impose leur situation.

ENDA Santé renforce les journalistes sur les problématiques du VIH et des droits humains



Une trentaine de journalistes en santé représentant plus d'une dizaine de médias (presse écrite, radio et Tv) a participé à un atelier de formation sur la production de contenu et le traitement des informations sur le VIH et les droits humains.

Le but de l'atelier était de sensibiliser les professionnels des médias afin qu'ils se départissent des perceptions négatives et de tendre vers une couverture médiatique plus éthique et professionnelle en direction des populations les plus vulnérables au VIH.

Organisé par ENDA Santé, cet atelier a réuni des journalistes membres du réseau de l'association des journalistes en santé et développement, provenant de 7 régions : Dakar, Kaolack, Kolda, Saint-Louis, Sédhiou, Thiès, et Ziguinchor.

Cette activité rentre dans le cadre du projet EpiC, financé par le PEPFAR et l'USAID et mis en œuvre par ENDA Santé en collaboration avec FHI360. Son objectif est de renforcer l'environnement juridique et politique afin d'accroître l'accès à la prévention, au traitement et aux soins et de réduire l'impact du VIH sur les populations vulnérables.

Au Sénégal, la prévalence du VIH est relativement basse dans la population générale (0,3%), mais élevée dans les groupes marginalisés. Malgré les efforts déployés pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination, ces groupes font toujours l'objet de rejet.

Des résultats d'analyses situationnelles ont montré que les professionnels des médias s'alignent sur les tendances dominantes de la société. Les productions médiatiques reflètent

ainsi des perceptions socioculturelles et religieuses négatives en direction des populations vulnérables ce qui renforce la marginalisation et la vulnérabilité de ces groupes.

ENDASantédanssamiSSIONd'accompagner les populations particulièrement les groupes vulnérables dans la défense de leurs droits pour l'accès à l'information et aux services de santé adéquats a compris que les professionnels des médias, en dépit des éléments sus mentionnés, peuvent jouer un rôle dans la prise en charge des groupes marginalisés.

A cet effet, les journalistes ont bénéficié d'une séance enrichissante sur la responsabilité sociale du professionnel de l'information face à la problématique du VIH et des droits humains, les contraintes éditoriaux, la formulation d'objectifs de production de contenus sur le VIH et les droits humains, appuyée par des cas pratiques. Il leur a été rappelé, la nécessité de toujours se référer aux règles d'éthiques et de déontologie de la presse afin d'éviter le traitement sensationnel des informations en lien avec la problématique du VIH.

<https://www.enda-sante.org/enda-sante-renforce-les-journalistes-sur-la-problematique-du-vih-et-des-droits-humains>



SHULA NDIAYE, AMBASSADRICE DE LA LUTTE CONTRE LE VIH : « PARLER, ENCORE, ET PLUS DU SIDA »

L'artiste Shula Ndiaye, désignée par le CNLS, ambassadrice de la lutte contre le VIH, a visité le centre de traitement ambulatoire (CTA) situé à l'Hôpital Fann et le siège de l'association de femmes vivant avec le VIH (Aboya) à Guédiawaye.

Une façon pour la chanteuse de « **s'imprégner de la réalité du VIH** » comme elle le dit. Une occasion de rencontrer d'abord la coordonnatrice du CTA mais aussi le médecin de prise en charge, l'infirmier, les techniciens de laboratoire et le pharmacien. L'historique du VIH au Sénégal a été dressé à l'ambassadrice

en même temps que les activités du CTA mis en place en 1998 et qui a déjà pris en charge plus de 4500 patients.

Une rencontre avec des femmes vivant avec le VIH a, par la suite, permis d'entendre de vive voix des témoignages sur leur parcours et leur façon de vivre avec le VIH.

L'artiste Shula ndiaye a dit : « **avoir passé l'une des journées les plus enrichissantes de sa vie** » après avoir constaté de près la réalité du VIH tout en se désolant « **des préjugés qui entourent le Sida et de la stigmatisation que subissent les personnes vivant avec le VIH** » : D'où sa promesse de se faire le relais inconditionnel de la lutte contre le sida à travers la communauté en général, artistique, en particulier.

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA PRÉSIDENTE



*Prenez un enfant
par la main !*



Campagne de Mobilisation
pour la prise en charge
des Enfants Vivant avec le
VIH au Sénégal

TAXAWU XALEYI